

**le Parti de la Libération
et du Socialisme,
son orientation et ses buts**

**Conférence de presse donnée
le 2 octobre 1968 à Rabat**

le Parti de la Libération et du Socialisme, son orientation et ses buts

Conférence de presse donnée
le 2 octobre 1968 à Rabat

Présentation

Le Parti de la Libération et du Socialisme qui fonctionne légalement depuis le 17 juillet 1968, a donné, le 2 octobre 1968, une conférence de presse de son Secrétaire Général, Ali Yata, sous la présidence de Aziz Belal, dans les salons de l'Hôtel Balima, à Rabat.

Cette conférence de presse sur les buts et l'orientation du Parti de la Libération et du Socialisme et les réponses aux questions des journalistes apportent des précisions que nous avons tenu à porter à la connaissance du grand public marocain et étranger.

Mesdames, Mesdemoiselles, Messieurs, chers amis,

Vous savez qu'un nouveau parti national a vu le jour, dans notre pays, au cours du mois de juillet dernier, et vous vous demandez, comme beaucoup d'autres compatriotes, comme beaucoup d'observateurs sur le plan international, pourquoi ce parti a été créé, quelle est son orientation, quels sont ses buts et ses tâches.

C'est à ces questions essentielles que nous allons essayer de répondre succinctement, au cours de cette conférence de presse, que vous honorez de votre présence, ce dont nous vous remercions vivement.

Les patriotes marocains, unis au sein du Parti de la Libération et du Socialisme, estiment que l'action politique menée dans le cadre de la légalité est possible, qu'elle est utile, qu'elle est souhaitable.

Dans cette optique, le Parti de La Libération et du Socialisme a déposé, en juin 1968, des statuts conformes à la législation en vigueur dans notre pays et énonçant les principes démocratiques de son action et les buts patriotiques et progressistes qu'il s'assigne.

Les institutions de notre pays reconnaissent aux citoyens le droit de se constituer en parti politique. Et

en tant que citoyens conscients de nos responsabilités, nous pensons que l'action politique au sein d'un parti organisé et structuré est une obligation morale.

UNE EXIGENCE NATIONALE

Le Parti de la Libération et du Socialisme a été fondé, non seulement parce que des patriotes en ont manifesté le désir, mais parce que la situation l'exige.

Sur le plan intérieur, nous avons, nous, patriotes marocains de toutes tendances, la tâche historique d'achever notre libération et d'accomplir notre révolution nationale et démocratique. Sur le plan extérieur, nous avons la lourde mission, en tant que pays du Tiers-Monde, de lutter avec toutes les forces du mouvement de libération nationale, aux côtés des pays socialistes et des partis ouvriers et révolutionnaires, pour vaincre notre ennemi numéro 1 : l'impérialisme, et pour liquider la structure sociale qui l'a engendré et qui l'entretient : le capitalisme.

Le Parti de la Libération et du Socialisme est un parti progressiste et révolutionnaire. Sa raison d'être est de servir les intérêts supérieurs de la patrie marocaine, de défendre les droits du peuple, d'agir pour l'amélioration de ses conditions de vie matérielle et morale. Il s'adresse tout particulièrement à la classe ouvrière, à la paysannerie pauvre, aux travailleurs intellectuels, à la jeunesse.

Son projet n'est pas la concurrence ni les querelles intestines ou partisans avec les autres formations progressistes du pays, mais l'œuvre fraternelle, la collaboration sincère et la lutte commune dans le cadre d'un vaste front progressiste, puissant et dynamique, pour la liberté, le progrès et la démocratie.

Le Parti de la Libération et du Socialisme ne prétend pas se présenter comme le seul dépositaire des options progressistes et socialistes, et ce, tout en ayant l'ambition d'être une organisation avancée, reflétant et guidant les aspirations du peuple, agissant pour que le Maroc joue

le rôle historique qui lui revient dans la situation actuelle caractérisée par le développement des forces de progrès, le triomphe des idées du socialisme, la dégradation du système impérialiste et les violences de plus en plus brutales par quoi ce dernier tente de sauvegarder ses positions chancelantes.

LE PARTI DE LA LIBERATION

Pourquoi, se demande-t-on, le nouveau parti s'appelle-t-il " Parti de la Libération et du Socialisme " ?

Nul n'ignore que la libération du Maroc, commencée en 1956 par la reconnaissance de notre indépendance nationale, n'est pas encore achevée. Le colonialisme a brutalement interrompu le déroulement naturel de notre évolution historique, en occupant militairement notre pays au début du siècle. Il a laissé de profondes séquelles, en refusant la libération totale de notre pays, séquelles qui ne se limitent pas seulement aux domaines du territoire et de l'économie, mais se retrouvent aussi sur le plan social, politique et culturel.

Le colonialisme espagnol

En effet, l'Espagne continue d'occuper notre Sahara occidental : Saqiat Al Hamra et Rio de Oro ; nos villes d'Ifni, Sebta et Melilla ; nos îles Zaffarines.

Notre Sahara occidental est une zone d'intérêt stratégique, renfermant de riches gisements miniers, surtout phosphatiers, et présentant de grandes possibilités de pêche maritime.

Ifni est un appât que la diplomatie espagnole utilise jusqu'à présent avec succès pour distraire la diplomatie marocaine des autres contestations territoriales, sans céder un pouce de quoi que ce soit.

Sebta et Melilla sont les deux ports vitaux pour nos liaisons maritimes en Méditerranée. Quant aux îles Zaffarines, elles ont été prises par l'Espagne en 1847.

L'Espagne s'obstine à user de son droit de conquête sur ces villes, enclaves et îles qui, coupées de l'arrière-pays marocain, perdent toute signification économique et ne sont que des places de garnison, menaçant insolemment notre sécurité et enrichissant des contrebandiers.

La Mauritanie

D'autre part, l'impérialisme français a séparé la province mauritanienne du reste de notre pays et, avec la complicité de l'impérialisme américain, a proclamé l'Etat artificiel de Mauritanie, qui est un non-sens historique. La clique au pouvoir à Nouakchott maintient cette région dans l'arriération sociale et livre ses habitants à l'exploitation des monopoles étrangers, réprimant avec la dernière cruauté les plus élémentaires mouvements revendicatifs. Le but initial et toujours actuel de cette création est d'affaiblir le Maroc par l'amputation des deux tiers de son territoire, de mettre les très riches gisements de fer et de cuivre sous la coupe des monopoles internationaux, de maintenir sous contrôle impérialiste une vaste zone qui isole le Maroc de l'Afrique Occidentale et qui offre des possibilités stratégiques d'intervention.

Il est clair que le maintien de l'occupation espagnole et la création de l'Etat mauritanien sont dirigés non seulement contre le Maroc, mais aussi contre l'ensemble du mouvement de libération en Afrique. Et il est non moins clair qu'il est de notre devoir national et international d'agir pour contrecarrer les plans de l'impérialisme et de liquider ses séqueles. Car le statu quo maintenu inchangé depuis l'Indépendance montre que l'action gouvernementale est insuffisante et que le peuple doit s'organiser pour libérer totalement notre pays.

Adopter une telle orientation et s'animer d'une telle résolution ne signifie en aucune façon verser dans un prétendu chauvinisme « grand marocain », mais servir la cause juste et sacrée de la patrie. Cela revient, en définitive, à défendre une cause progressiste et révolutionnaire, puisqu'anti-impérialiste.

Le contentieux maroco-algérien

A côté de ce problème de territoires non libérés, mais par nature très différente, se pose la question du contentieux frontalier avec l'Algérie sœur. Nous pensons que ce litige doit être réglé par la discussion et la négociation fraternelles, avec le souci de trouver une solution équitable, en le débarrassant de tous les liens nuisibles que les intrigues impérialistes ont noués avec le problème de la province mauritanienne et même du Sahara occidental. Et, à ce sujet, nous ne pouvons que nous féliciter des contacts pris entre les responsables des deux pays, dans la dernière période, de la détente qui en est résultée, des horizons nouveaux qui s'ouvrent sur une compréhension mutuelle, une coopération avantageuse, une entente sincère, premiers pas vers l'édification d'un grand Maghreb Arabe tourné vers le progrès, la démocratie et la paix.

La libération économique

Sur le plan économique, après douze ans d'indépendance, on sait que l'impérialisme a conservé et parfois renforcé ses structures financières et sa domination de la production et du marché sur la partie politiquement libérée de notre pays. En même temps, cet impérialisme a favorisé le développement d'une oligarchie locale étroitement associée à ses intérêts.

Le Parti de la Libération et du Socialisme estime indispensable une politique de fermeté de l'Etat pour réaliser les nationalisations nécessaires au développement de notre économie et à notre souveraineté nationale, nationalisations réellement au service du peuple.

Notre propre expérience, celles de certains pays arabes frères et celles des pays socialistes prouvent les vertus de ces mesures et le rôle déterminant et indispensable que doivent jouer les masses populaires pour que s'engagent et réussissent ces nationalisations.

LE PARTI DU SOCIALISME

L'analyse sociale, économique et politique de notre pays met en évidence les rapports de production de type semi-féodal qui dominent dans les campagnes et les rapports de production de type capitaliste qui dominent dans l'industrie et dans certains secteurs dits « modernes » de l'agriculture.

Les rapports semi-féodaux à la campagne maintiennent la paysannerie dans un état de misère et d'oppression et s'opposent au développement de notre agriculture. A tel point que même par une année de belles récoltes, comme 1968, le paysan pauvre n'en tire aucun profit et demeure la proie des spéculateurs.

Les rapports capitalistes dans l'industrie se développent au bénéfice des monopoles impérialistes et de la bourgeoisie marocaine et la portion congrue revient aux masses laborieuses.

Cette évolution capitaliste, dans la situation actuelle, signifie surtout le renforcement du capital étranger et d'une minorité d'exploiteurs locaux, au détriment du peuple travailleur et du pays tout entier ; d'autant plus que l'impérialisme assortit ses investissements de conditions d'années en années plus dures pour notre économie.

Nous concluons que rien de positif ne peut être attendu du capitalisme et de l'impérialisme et que nous devons nous orienter vers le socialisme, seul moyen capable de supprimer l'exploitation de l'homme par l'homme et d'assurer le progrès et l'épanouissement d'un pays sous-développé comme le nôtre.

La démocratie socialiste est également la seule qui réponde aux revendications de liberté, aux aspirations d'émancipation de notre peuple et qui soit apte à résister de façon conséquente aux entreprises hostiles de l'impérialisme et de la réaction.

QUELQUES POINTS DE PROGRAMME

Mais avant d'arriver à une forme aussi avancée dans l'évolution sociale, il est nécessaire d'accomplir certains progrès que nous exposons dans les quelques points indicatifs de programme suivants, progrès dont les conditions de réalisation peuvent être réunies dans la conjoncture présente.

La démocratie

Nous entrons dans la quatrième année de l'état d'exception, caractérisé par l'absence de vie représentative et démocratique, d'intervention du peuple dans les affaires de l'Etat et par de fortes restrictions des libertés.

L'état d'exception est une négation de la démocratie, un obstacle au développement et une source d'instabilité. Il doit être supprimé, d'autant plus qu'on avait proclamé son instauration toute provisoire.

Certains pensent qu'il suffit pour cela de décider sa levée et d'appliquer la Constitution de 1962. Ce serait là, à notre avis, une très grave erreur, car cette constitution n'a pas été élaborée par les élus du peuple. De plus, lorsqu'une constitution peut être suspendue pendant plus de trois ans sans justification de danger interne ou extérieur, cela montre qu'elle n'est pas juridiquement solide ni viable.

Rétablir la Constitution de 1962, même plus ou moins amendée, serait donc retomber dans l'ornière précédente.

Nous demandons, en conséquence, l'élection, au suffrage universel, direct et secret, d'une assemblée nationale qui élaborera une constitution démocratique, assurant la reconnaissance et l'exercice de la souveraineté du peuple, dans le cadre des saines traditions du pays, établissant l'égalité des citoyens devant la Loi, leur garantissant le droit au travail, la sécurité, la liberté de penser, de s'exprimer, de s'associer, de manifester.

Institutions démocratiques, tant à l'échelon national que local, libertés publiques et libertés individuelles cons-

tituent trois éléments indispensables de la démocratie. Toucher un élément, c'est mettre en péril tout l'édifice. Ces trois éléments nous donneront une démocratie intrinsèquement solide et mobilisatrice d'énergies populaires constructives. Dans la phase actuelle, elle est indispensable, non seulement en tant que droit, mais aussi pour la sécurité de notre pays et pour le progrès de notre peuple.

L'enseignement

Il est un autre domaine qui exige de nous des efforts immenses et urgents, c'est celui de l'enseignement. Car au Maroc, douze ans après l'Indépendance, nous sommes en pleine crise, voire même dans l'impasse.

Les racines du mal sont profondes. Elles résident dans l'improvisation et le manque de continuité qui ont marqué la politique enseignante depuis 1956. Au lieu de voir dans l'éducation un investissement national rentable sur le plan culturel et économique, comme sur ceux du développement de notre personnalité nationale et de la promotion sociale, on s'est contenté de mesures de facilité, voire démagogiques, pour en revenir ensuite à une politique de restriction et de limitation. Ainsi, l'enseignement primaire, théoriquement obligatoire, ne touche plus que moins de la moitié des enfants de sept ans, la proportion des analphabètes, un moment en régression, tend à nouveau à augmenter, de larges zones d'inculture se développent dans un pays, tandis que le niveau des études est dérisoire. Les enseignements secondaire et supérieur suivent la même pente de dépréciation à laquelle les limitations d'effectifs ne sauraient remédier, tandis que le technique est largement amputé.

C'est que la culture dispensée ne répond guère aux besoins réels du pays. L'arabisation, impératif national, indispensable pour obtenir une liaison intime entre l'instruction et la vie, entre la pensée et son expression, entre l'héritage culturel et la formation moderne, l'arabisation,

disons-nous, a été menée de façon inconséquente, sans moyens, et stoppée à mi-chemin, tandis que la vie économique du pays lui reste étrangère. Il en résulte un bilinguisme bâtard, continuant un protectorat culturel, des méthodes d'enseignement mal copiées sur la France et que celle-ci elle-même répudie, en un mot une instruction aberrante et de qualité inférieure.

Nos enfants souffrent de cette dégénérescence. Ils achèvent leur scolarité ou en sont exclus avec le sentiment d'avoir été dupés, parce qu'ils ont été conduits dans une voie de garage ou que le diplôme acquis ne leur donne aucun débouché satisfaisant ou qu'on leur demande brusquement de changer de langue d'enseignement. Les fils des paysans, des ouvriers, des couches populaires sont ainsi évincés, tandis que la bourgeoisie dispose de l'enseignement étranger.

Le peuple et notre culture arabe sont les grandes victimes de ce système d'enseignement.

La solution n'est pas de sabrer les élèves aux examens, d'imposer des clauses arbitraires d'âge limite, de déprécier et de cloisonner les enseignements, et encore moins de faire des acrobaties ministérielles, alors qu'il ne nous faut pas quatre ou cinq ou six ministres de l'Education Nationale, mais une politique saine.

Cette politique saine doit renoncer au principe de l'enseignement étranger. Une assistance culturelle étrangère est acceptable dans les limites raisonnables, à condition qu'elle serve à promouvoir des cadres enseignants, qu'elle ne revienne pas plus cher que la formation de nationaux de qualité égale et que le niveau professionnel des assistants soit satisfaisant.

Nous demandons par conséquent un enseignement généralisé, national par la langue et le contenu, mû par les impératifs de la lutte contre le sous-développement actuel et tourné vers un siècle où la science et la technicité sont la clé de l'avenir.

Cela exige, dans l'immédiat des mesures concrètes tendant à généraliser l'enseignement obligatoire et gra-

tuit, à arabiser notre enseignement en en relevant le niveau, à développer la formation d'enseignants, ce qui suppose une revalorisation réelle de cette noble fonction, à élargir le système des bourses secondaires et supérieures au bénéfice des fils du peuple.

Le niveau de vie

Une autre question vitale est celle des conditions de vie des masses laborieuses.

La lutte de la classe ouvrière pour l'augmentation des salaires, celle de la paysannerie pauvre pour le droit à la terre, et celle de tout le peuple pour l'emploi et l'amélioration des conditions de vie se trouvent justifiées par le fait qu'il est légitime que chaque citoyen revendique une situation équitable et, sur le plan de la gestion de l'Etat, par la situation d'inégalité sociale qui règne, par la dégradation de l'enseignement, par les conditions lamentables de la santé publique.

Au lieu que le niveau de vie s'améliore, les salaires bloqués déjà au plus bas sont amputés par des impôts indirects qui s'ajoutent les uns aux autres, une bonne partie des terres de la colonisation est tombée entre les mains d'une poignée de privilégiés au lieu de revenir à la paysannerie pauvre.

Les bénéfices des sociétés sont toujours plus florissants, les positions de monopoles des grandes sociétés étrangères se consolident, les profits quittent le pays. Les conditions de pillage continuent et l'exploitation de notre classe ouvrière et de toutes les couches laborieuses s'accroît.

Il est indispensable de forcer le patronat à donner des salaires équitables, à respecter les lois sociales, et d'imposer les gros revenus, spécialement ceux du capital, comme il est nécessaire de préserver les droits syndicaux acquis de haute lutte et remis en cause dans la pratique.

Cela permettra de développer ce fameux marché intérieur, dont les capitalistes arguent de la faiblesse pour lésiner sur leurs investissements et poser des conditions inadmissibles de mouvements de capitaux, émigration des bénéficiaires, taux de prêts, etc.

Le Parti de la Libération et du Socialisme se propose donc d'agir pour réaliser ces grandes tâches actuelles devant assurer notre libération et pour préparer l'avenir socialiste du Maroc.

LE SOCIALISME SCIENTIFIQUE

La doctrine du Parti de la Libération et du Socialisme est le socialisme qui se fonde sur la conception scientifique de l'histoire.

En vertu de cette conception, tout régime social, toute société, toute structuration en classes repose sur le mode de production et d'échange des produits. A partir de ces prémisses fondamentales s'expliquent les contradictions, c'est-à-dire les inégalités sociales, les luttes des classes, les différences de développement, les conflits, les guerres et les dominations.

La transformation sociale et historique doit prendre appui sur ces bases.

Nous nous fixons la tâche historique de libérer notre pays.

Le socialisme scientifique nous explique nettement comment nous avons été spoliés de notre souveraineté et de nos richesses et pourquoi nous avons été plus faibles que l'impérialisme. Il nous indique également que si nos richesses sont encore entre les mains de l'impérialisme, cela signifie que nous ne sommes pas pleinement souverains, que si les bénéfices réalisés par l'exploitation de nos travailleurs sont exportés, cela signifie que le pays s'appauvrit.

Le socialisme scientifique nous enseigne également que si nous voulons pouvoir être réellement libres et souverains, il faut que nous consommions la ruine de l'impérialisme sur l'ensemble de notre territoire et dans toutes les formes qu'il revêt.

C'est pourquoi, forts de notre attachement aux traditions révolutionnaires de notre peuple, à l'héritage rationaliste de la pensée arabe et au contenu émancipateur de l'Islam, nous utilisons dans notre combat contre l'impérialisme et la réaction les lois scientifiques du développement social.

Ces lois, dont certains ont été entrevues par des penseurs arabes, tels Ibn Khaldoun et Ibn Rochd, ont une portée universelle. Mais elles ne doivent pas être appliquées de façon mécanique et dogmatique. Elles doivent être adaptées, dans la pratique, de façon vivante, aux conditions particulières de chaque pays, et nous nous proposons, quant à nous, en toute modestie, de fournir un effort créateur pour les enrichir.

LE RATIONALISME ARABE ?

Notre pays, sans avoir connu le développement industriel, social et idéologique européen, possède, du fait de sa culture arabo-islamique, un patrimoine philosophique qui s'insère dans le grand courant rationaliste universel.

Cela n'est pas fait pour surprendre, puisque la civilisation arabe, à son apogée, a connu un épanouissement intellectuel global et que la hardiesse de ses penseurs a non seulement repoussé les limites du savoir de l'époque, mais aussi ouvert des voies nouvelles, qui ne furent explorées que des siècles plus tard, après avoir été redécouvertes.

Il nous appartient de prendre la relève de ce courant que les périodes obscures de notre histoire ont fait oublier.

En particulier, à ceux qui doutent du génie de notre peuple et de notre civilisation, au point de renoncer à l'étude de la langue nationale, prétendue impropre à la science, sans aller chercher jusqu'à Ibn Sina, nous pouvons citer Ibn Rochd, père de l'ophtalmologie, dont les descriptions cliniques sont longtemps restées inégalées, ou bien aussi Ibn Khaldoun qui jeta les bases des sciences sociales modernes.

Le contenu émancipateur de l'Islam, les longues et lointaines traditions démocratiques de notre peuple, les grands penseurs rationalistes de notre pays font, avec les principes de notre doctrine, une synthèse harmonieuse et efficace pour l'application du socialisme scientifique à la réalité nationale marocaine.

SOLIDARITE INTERNATIONALE

Sur le plan international, nous appartenons au monde arabe. En plus de la communauté de culture, une fraternité historique nous unit contre l'impérialisme dont nous avons, par des luttes héroïques incessantes, chassé la domination politique sur nos pays, mais qui reste encore présent en Palestine, et qui a rejeté tout masque pour prendre sa revanche sur la nation arabe.

Dans les circonstances présentes, une de nos tâches fondamentales est de lutter contre le sionisme, agent de l'impérialisme international, d'aider de toutes nos forces nos frères palestiniens à libérer leur pays et nos autres frères du Moyen-Orient à recouvrer leurs territoires occupés. Nous disons sans ambages que nos frères arabes ont parfaitement le droit d'utiliser tous les moyens dont ils disposent et peuvent disposer, y compris la violence, pour chasser les envahisseurs, et nous soutenons sans réserve leurs luttes, qu'elles revêtent la forme d'actions de masses ou celle d'actions armées.

Notre sympathie pour nos frères palestiniens, victimes de l'oppression étrangère, n'a d'égale que notre haine de

l'anti-sémitisme. Car pour nous, il ne saurait y avoir de discrimination de race ni de religion entre travailleurs et, dans notre pays, les Marocains juifs sont des citoyens à part entière, jouissant des mêmes droits et par conséquent astreints aux mêmes devoirs que les autres citoyens.

Le Parti de la Libération et du Socialisme s'attachera à mobiliser les masses pour la cause sacrée palestinienne et arabe et il œuvrera, en même temps, pour l'unité de toutes les forces progressistes arabes, sans laquelle l'unité d'action des Gouvernements resterait sans vigueur.

De la même manière, nous soutenons toutes les luttes de libération des peuples d'Asie, d'Amérique latine, d'Afrique, et particulièrement celles que mènent courageusement nos frères de Guinée Bissau, Angola, Mozambique, Rhodésies et Afrique du Sud.

Nous sommes de toute notre âme et de toutes nos forces aux côtés du peuple qui est à la pointe de la lutte armée contre l'impérialisme américain, le vaillant peuple viet-namien qui accomplit des actions héroïques plus prestigieuses et plus éclatantes les unes que les autres.

Notre solidarité de lutte va aussi à toutes les forces progressistes du monde : les pays socialistes qui construisent une société nouvelle de justice et de bonheur et dont l'unité, dans le respect de l'indépendance et de l'égalité, est indispensable au succès de leur mission historique et vitale, les partis ouvriers qui luttent contre l'exploitation capitaliste et l'injustice, toutes les forces révolutionnaires qui combattent avec nous l'impérialisme et aspirent, comme nous, à un monde de liberté, de paix et de fraternité humaine.

Le Parti de la Libération et du Socialisme estime qu'une guerre mondiale ferait d'effroyables désastres humains et matériels dans les pays sous-développés, comme dans les pays industriels avancés. Il pense que l'action des peuples peut conjurer la guerre mondiale d'extermination et il appelle à cette action, dans l'union la plus large, pour

le triomphe de la paix qui dépend, en définitive, du respect du droit des peuples à la libre disposition et de la lutte résolue et constante contre l'impérialisme.

Ce sont là les tâches exaltantes autour desquelles nous appelons notre peuple à se mobiliser et à s'unir.

Rabat, 2 octobre 1968.

REPONSES DE ALI YATA

AUX QUESTIONS

1. — **Agence Maghreb Arabe Presse :** *Vous avez créé un nouveau parti. Y a-t-il un changement d'orientation dans votre conception ?*

Réponse : Notre ami, le représentant de l'Agence Maghreb Arabe Presse demande si la création du Parti de la Libération et du Socialisme signifie un changement dans l'orientation et les conceptions politiques des fondateurs de ce parti.

Le Parti de la Libération et du Socialisme a été créé par un groupe de patriotes marocains. Les uns sont connus du public, d'autres ne le sont pas encore. Certains avaient milité au sein du Parti Communiste Marocain, d'autres n'y avaient pas milité. Dans tous les cas, tous se sont mis d'accord sur une doctrine, un programme, sur des formes d'organisation que nous vous avons exposés de façon très succincte. Et il est difficile de dire si, chez les uns ou chez les autres, il y a eu évolution ou changement.

De toutes façons, tout ce que je peux vous dire en ce qui me concerne, c'est que je crois avoir été depuis mon jeune âge un patriote marocain, un progressiste marocain, un révolutionnaire marocain. Je demeure ce que j'ai été et je le demeurerai, je pense.

— * * * —

2. — Agence Maghreb Arabe Presse : *Mais encore, M. Yata, je demande s'il y a eu changement. La réponse serait « oui » ou « non ». Il y a eu un Parti Communiste Marocain qui est devenu, qui a été remplacé par le Parti de la Libération et du Socialisme ?*

Réponse : Vous savez que le Parti Communiste Marocain a été interdit et, de ce fait, il ne peut plus exercer son activité au grand jour et dans le cadre de la légalité. Or nous, patriotes progressistes marocains, nous tenons à agir dans la légalité et c'est la raison pour laquelle nous avons fondé le Parti de la Libération et du Socialisme dont vous connaissez le programme et dont vous détenez les Statuts. A vous de vous livrer à une comparaison entre l'ancien parti interdit et le nouveau parti. Le Parti de la Libération et du Socialisme est la continuation de toutes les forces progressistes marocaines qui ont agi depuis le début du siècle et tout particulièrement depuis le Protectorat français. Il continue les traditions aussi bien du mouvement national que, plus tard, du Parti Communiste Marocain, que celles d'autres groupes progressistes.

— * * * —

3. — Agence Maghreb Arabe Presse : *Vous publiez un journal « Al Moukafih » qui était le porte-parole du Parti Communiste Marocain. Actuellement, vous publiez « Al Kifah Al Watani » sous la même formule et également dirigé par vous. Peut-on le considérer comme le continuateur des opinions de l'ancien parti ou comme le porte-parole du Parti de la Libération et du Socialisme ?*

Réponse : Vous demandez si ce journal est le porte-parole du Parti de la Libération et du Socialisme. Je vous dirais que ce journal exprime effectivement les points de vue et défend les positions du Parti de la Libération et du Socialisme et, ce faisant, il continue lui aussi toute la presse progressiste qui a existé dans notre pays et tout particulièrement le journal « Al Moukafih » qui a mené une lutte connue de tous les patriotes marocains et qui, malheureusement, a été interdit en 1964.

— * * * —

4. — Agence Maghreb Arabe Presse : *Dans la déclaration annonçant la création du « Parti de la Libération et du Socialisme », déclaration qui a été publiée et envoyée à tous les organes de presse (1), vous signalez, parmi les objectifs fondamentaux du parti, le rétablissement du Maroc dans ses anciennes frontières historiques. L'agence soviétique TASS et « L'Humanité » ont repris cette déclaration et omis de publier ce passage. Vous avez fait une déclaration dans laquelle vous affirmez qu'il s'agissait d'une simple omission. Je n'en suis pas très convaincu personnellement. Mais est-ce que vous ne croyez pas qu'il s'agit d'un point de désaccord entre votre parti et les Partis Communistes Français et Soviétique ?*

Réponse : Il est exact que l'Agence TASS, comme d'autres agences étrangères, comme certains journaux de l'extérieur, n'ont pas reproduit ou publié ce passage de notre déclaration. Mais je vous préciserais que ce n'est pas seulement ce passage qui n'a pas été reproduit.

— Agence Maghreb Arabe Presse : *Vous permettez, M. Yata, j'ai repris cette déclaration dans l'Agence TASS et dans « L'Humanité », comme par enchantement, le premier paragraphe a disparu. Votre déclaration indique :*

« Le Parti de la Libération et du Socialisme se fixe
« pour objectifs fondamentaux :

« — La libération nationale, définitive et totale,
« rétablissant le Maroc dans ses frontières historiques
« et dans sa pleine souveraineté politique et économique ;

« — Le progrès social, matériel et moral du peuple,
« par des réformes de structures, la mobilisation
« des masses populaires, en vue d'acheminer le pays,
« par des voies nationales, vers le socialisme.. »

(1) Déclaration du 17 juillet 1968.

Réponse : Comme je vous le disais, ces agences et ces journaux n'ont pas reproduit intégralement la déclaration mais ont simplement donné un résumé. Dans tous les cas, nous ne sommes pas responsables de ce que disent ou écrivent les autres. Nous ne sommes responsables que de nos pensées et de nos actes et, en ce qui nous concerne, nous sommes convaincus que la Mauritanie, comme le Rio de Oro, etc. sont des territoires marocains et nous luttons pour que ces territoires reviennent à la mère patrie et que le Maroc retrouve ses frontières historiques comme je l'ai précisé tout à l'heure dans mon intervention. Et je peux dire que dans la lutte que nous menons contre l'impérialisme pour le respect de nos droits, nous avons toujours rencontré des appuis très sérieux sur le plan international, tout particulièrement des forces révolutionnaires, et, en ce qui me concerne, je ne peux qu'être reconnaissant à l'URSS, comme à d'autres forces révolutionnaires, d'avoir soutenu la lutte anti-impérialiste du peuple marocain pour tous ses droits, pour sa libération totale et réelle.

— * * * —

5. — Agence Maghreb Arabe Presse : *Dans cette même déclaration, vous avez dit que le Parti de la Libération et du Socialisme base son action sur la conception scientifique du socialisme, soulignant en même temps que le Parti de la Libération et du Socialisme est fermement attaché à l'Islam, ou du moins aux conceptions émancipatrices de l'Islam (1). Ne voyez-vous pas là une contradiction entre une conception scientifique, donc matérialiste et athée et une conception non matérialiste, donc théiste ?*

(1) Citation exacte : « Le Parti de la Libération et du Socialisme fonde son action sur la conception scientifique du socialisme. Il se déclare fermement attaché aux traditions révolutionnaires du peuple marocain, à l'héritage rationaliste de la pensée arabe, au contenu émancipateur de l'Islam. »

Réponse : Comme j'ai essayé de l'expliquer brièvement dans mon exposé, pour nous, il n'y a pas de contradiction entre le socialisme scientifique et tout ce qu'il y a de progressiste, de révolutionnaire dans l'Islam.

Lorsque l'Islam pose le problème, énonce le principe de l'égalité des hommes quelle que soit leur race, nous ne voyons là aucune contradiction avec les buts très nobles que poursuit le socialisme scientifique. Lorsque l'Islam condamne l'exploitation telle qu'elle sévissait du temps du Prophète, condamne ceux qui thésaurisent, condamne ceux qui amassent une fortune au détriment des autres, nous ne voyons pas de contradiction entre cela et la doctrine du socialisme scientifique qui condamne l'exploitation de l'homme par l'homme.

Et c'est convaincus de cette harmonie entre ce qu'il y a de progressiste dans la religion islamique et ce qu'il y a de noble et d'émancipateur dans le socialisme que nous voulons utiliser ce que nous donnent l'un et l'autre pour servir la cause d'émancipation de notre peuple pour édifier dans notre pays une société de justice.

6. — Agence italienne ANSA : *Je voudrais d'abord savoir quelle est la composition de votre Bureau Politique ?*

Réponse : En ce qui concerne la question posée par notre ami, le représentant de l'Agence ANSA, question portant sur la composition du Bureau National (et non pas du Bureau Politique) du Parti de la Libération et du Socialisme, je lui dirai que les Statuts du nouveau parti ont été déposés par un nombre restreint de militants et de patriotes et que le Parti de la Libération et du Socialisme travaille à la préparation de son Premier Congrès National, et seul ce Congrès sera habilité à donner au Parti ses instances régulières qui seront déclarées aux autorités ainsi que le veut la législation en vigueur dans notre pays.

— **Agence ANSA :** *Bien que votre réponse me satisfasse, une agence américaine à laquelle vous avez apporté un démenti, a évoqué, au sein des dirigeants les plus en vue de la classe progressiste marocaine, une certaine scission. Cette agence américaine avait fait état d'un désaccord entre vous et le docteur Messouak. (Rires)*

Réponse : Le docteur Messouak est ici présent et sa seule présence suffit à démentir les déclarations de l'Associated Press ou autres agences. Je peux vous dire que mon ami et frère, le docteur Messouak, n'a absolument aucune divergence avec nous et que, comme par le passé, le docteur Messouak demeure un militant fidèle à la cause du pays et du peuple.

— * * * —

7. — Agence ANSA : *Et je l'en félicite. (Rires).*

Je ne voudrais pas citer la position en flèche du Parti Communiste Italien après l'invasion de la Tchécoslovaquie par les pays du Pacte de Varsovie, mais je voudrais demander ce que vous pensez de la position en flèche des socialistes italiens dans cette affaire ?

— **Le président de séance :** *Socialistes ou communistes ?*

— **Agence ANSA :** *J'écarte la position du Parti Communiste Italien.*

— **Le président de séance :** *Je m'excuse, il y a différents groupes socialistes : il y a le Parti Socialiste de l'Unité Proletarienne,...*

— **Agence ANSA :** *Le Parti Proletarien est un parti de dissidents. Je parle de MM. Nenni et Saragat.*

Réponse : En ce qui concerne la position en flèche de Nenni et Saragat, notre ami demande ce qui peut l'expliquer. Je pense que Saragat et Nenni, qui ont, dans leur vie d'hommes politiques, à de nombreuses occasions, mené des campagnes anti-communistes et tout particulièrement anti-soviétiques, qui ont de grandes divergences, non seulement avec les communistes italiens, mais avec d'autres partis communistes, et tout particulièrement avec le Parti Communiste d'Union Soviétique, ont vu, malheureusement, dans les événements de Tchécoslovaquie, une occasion nouvelle de s'adonner à leur anti-soviétisme et à leur anti-communisme. Et c'est pourquoi la position qu'ils ont prise, loin d'être constructive, a été en définitive une position condamnable, à mon avis, parce qu'elle a fait le jeu des ennemis, non seulement des communistes, mais également des travailleurs socialistes d'Italie et d'autres pays.

— **Agence ANSA :** *Alors, par là, vous condamnez également le Parti Communiste Italien ?*

Réponse : Je ne condamne pas le Parti Communiste Italien. Je dis que le parti de Nenni et Saragat a trouvé dans les événements de Tchécoslovaquie une occasion de s'adonner une nouvelle fois à l'anti-soviétisme.

En ce qui concerne nos camarades du Parti Communiste Italien, certes, ils n'ont pas approuvé l'intervention des pays du Pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie. Mais ils se sont bien gardés de faire de l'anti-soviétisme. Bien au contraire, ils ont mis en valeur le rôle de l'Union Soviétique et des autres pays socialistes dans la lutte pour la paix et dans l'aide qu'ils apportent à toutes les forces qui, à travers le monde, luttent pour des causes justes, des causes de libération et de paix.

— * * * —

8. — Agence ANSA : *Bien que vous y répondiez en partie dans votre déclaration, quelle est votre attitude vis-à-vis de la forme de gouvernement actuel au Maroc ?*

— **Le président de séance** : Qu'entendez-vous par forme de gouvernement ? Forme de l'Etat ou institutions gouvernementales actuelles ?

— **Agence ANSA** : *Institutions gouvernementales actuelles.*

Réponse : Je crois que, par mon intervention, vous avez pu vous rendre compte que notre parti est un parti d'opposition, c'est-à-dire un parti qui n'approuve pas l'orientation actuelle du Gouvernement, Gouvernement qui n'est pas issu d'une assemblée élue, donc Gouvernement non représentatif. Nous n'approuvons pas l'orientation de ce Gouvernement, parce que nous constatons qu'elle ne permet pas, actuellement, au pays de sortir de la crise. Et nous pensons que le Gouvernement ne peut pas agir autrement, étant donné qu'il exclut de son sein les représentants des forces vives, des forces saines du pays. Et comme je l'ai précisé dans mon exposé, nous proposons un programme de gouvernement réaliste, un programme permettant à notre pays d'aller rapidement vers la solution de ses problèmes fondamentaux et d'avancer sur un chemin de justice sociale et d'émancipation totale. Pour que le Gouvernement puisse accomplir pareille mission, il est indispensable qu'il ne soit pas le représentant d'un groupe sans importance dans le pays, sur le plan social, économique et politique, mais qu'il soit le représentant de toutes les forces vives du pays, particulièrement de la classe ouvrière, de la paysannerie et des travailleurs intellectuels.

— * * * —

9. — **Journal « L'Opinion »** : *Je voudrais que M. Yata nous précise le but de son dernier voyage éclair à Moscou.*

Réponse : Notre ami qui représente le Journal « L'Opinion » me questionne sur un voyage éclair à Moscou.

Je ne suis pas tenu de donner des précisions, mais je vous les fournis quand même.

Je vous dirai tout d'abord que le voyage n'a pas été un voyage éclair. Il a duré exactement une quinzaine de jours. (Rires).

— **Journal « L'Opinion »** : *Il a été tellement entouré de secret...*

Réponse : Le secret n'a pas été tellement bien tenu, puisque vous l'avez « appris ». (Rires).

Dans tous les cas, je peux vous donner certaines précisions. J'ai quitté ouvertement et légalement le Maroc en précisant sur la fiche de police que je me rendais à Moscou. Deuxièmement, comme j'ai l'habitude de le faire, dès mon arrivée à Moscou, j'ai rendu visite à l'Ambassadeur de mon pays, M. Sbihi, ce qui montre qu'il n'y avait rien de secret dans mon voyage. (Applaudissements).

En plus, je vous dirai que ce voyage ne s'est pas limité à Moscou, mais que je me suis rendu également à Rome, à Paris, et que les quinze jours ont été partagés entre ces trois capitales. Bien entendu, aussi bien à Rome, qu'à Paris, qu'à Moscou, j'ai eu l'occasion de rencontrer des amis, aussi bien marocains qu'étrangers, et de discuter avec eux de tout ce que vous discutez avec vos amis en pareilles circonstances, c'est-à-dire aussi bien des événements de Tchécoslovaquie, que de la guerre du Viet-Nam, que des élections américaines, etc.

— * * * —

10. — **Journal « L'Opinion »** : *Est-ce que le Parti de la Libération et du Socialisme considère comme une immixtion dans les affaires internes tchécoslovaques l'intervention des forces du Pacte de Varsovie ?*

condamne sans ambages l'intervention en Tchécoslovaquie des forces du Pacte de Varsovie. Connaissant M. Awad comme un progressiste et, si je ne m'abuse, même un communiste, qu'en pensez-vous ?

Réponse : Nous avons constaté ce matin, et je ne peux que le regretter, que le journal « L'Opinion » a lié les déclarations de M. Bachir Awad, qui est directeur d'un journal de traductions, avec la conférence de presse que donne ce soir le Parti de la Libération et du Socialisme, alors qu'à notre avis il n'y avait aucune raison, si ce n'est des desseins non avoués, de lier cette conférence et cette déclaration. Dans tous les cas, je peux déclarer publiquement que M. Bachir Awad n'engage que lui-même, et que le Parti de la Libération et du Socialisme n'est engagé que par ses positions publiques et par les déclarations qu'il fait et que font ses militants et ses dirigeants habilités à cette tâche.

— * * * —

13. — Journal « L'Opinion » : *Pensez-vous participer à la prochaine conférence mondiale des partis communistes ? (Si elle se tient, évidemment).*

Réponse : En ce qui concerne la Conférence mondiale, notre ami lui-même nous précise qu'elle a été reportée.

Lorsque cette conférence aura lieu, si le Parti de la Libération et du Socialisme est invité à prendre part à ses travaux, il ne manquera pas d'arrêter la position qu'il lui conviendra de prendre.

— * * * —

14. — Journal « Al Akhbar » : *Pourquoi avez-vous choisi cette occasion pour faire votre conférence de presse ?*

Réponse : Nous avons l'intention de tenir cette conférence immédiatement après la reconnaissance de notre parti, c'est-à-dire en juillet. Nous avons constaté, à ce moment là, que la période de vacances commençait, et nous avons préféré laisser cette conférence à la rentrée normale, c'est-à-dire au début du mois d'octobre. Voilà la raison pure et simple pour laquelle nous tenons cette conférence aujourd'hui.

— * * * —

15. — Journal « Al Akhbar » : *Avez-vous flairé quelque chose dans la politique intérieure ? (Rires).*

Réponse : Comme d'autres compatriotes, nous avons eu vent des rumeurs de ce qu'écrit, par exemple, le journal « L'Opinion », de ce que diffuse l'Agence France Presse, sur un éventuel remaniement dans le pays. Mais je vous préciserais que ce n'est pas seulement un changement ministériel qui nous intéresse, et ce n'est pas un éventuel changement qui nous a conduits à tenir une pareille conférence.

Nous n'avons tenu cette conférence que pour donner notre point de vue, que pour faire connaître notre parti, que pour expliquer les points de vues sur les problèmes de fond qui se posent à notre pays.
